



Des « médecins sous influences »

C'est un point de vue, sûrement non partagé par une majorité des médecins généralistes français : dans *Le Monde diplomatique* de janvier 2004, Martin Winckler, médecin généraliste et écrivain, s'intéresse aux failles du système de santé français et pose la question de la formation des médecins. Quand bien même elle serait excessive, l'analyse n'en est pas moins décapante...

Pour l'auteur, former des médecins, « c'est former une aristocratie ». De fait, pour l'entrée en formation, on pourrait imaginer un examen d'entrée juste après le bac. Mais au lieu de cela, « on force des milliers de jeunes gens à s'entasser dans les amphithéâtres pour s'échiner à ingérer des matières sans rapport avec le soin (...) ou très éloignées de la pratique ». Les candidats recalés sont brisés par « deux années de lutte qui ne leur ont épargné aucune humiliation » ; les reçus n'en sortent pas non plus indemnes.

Martin Winckler assure qu'une véritable réforme de l'enseignement viserait à donner à tous les étudiants « une formation solide, qui s'appuie sur une évaluation des connaissances libérée de tout bachotage ». A court terme, comment un processus aussi aliénant, basé sur la sélection, pourrait-il « produire des praticiens investis d'une vision collective, solidaire et responsable du soin » ?

Pour une meilleure délivrance des soins

Après un détour par des pays étrangers et leur formation des médecins, l'auteur dresse un constat sévère pour la France. Il s'étonne, par exemple, que fécondité et contraception puissent n'avoir droit, au mieux, qu'à « deux heures d'enseignement bourrées de notions fausses et inopérantes ». Ainsi, les jeunes médecins terminent leurs études « bardés de notions très pointues sur le diagnostic et la chimiothérapie des leucémies, mais commencent leur exercice sans rien savoir de la fatigue, de la douleur, de la migraine, des comportements sexuels, de la grossesse, de l'alimentation des enfants, du dépistage des troubles de la croissance et du comportement, de la prévention et du traitement de l'obésité (...), du suivi des personnes

âgées, de l'accompagnement des mourants... Bref, du soin au jour le jour ».

Dès lors, pour aboutir à une meilleure délivrance des soins, soulager les services d'urgence, contribuer à réduire le déficit de la Sécurité sociale, il y aurait à « former en nombre suffisant (on en est loin) des médecins compétents et conscients de leurs responsabilités sociales, valoriser la médecine de famille et les spécialités utiles (la chirurgie générale manque de praticiens...) et favoriser les installations dans les lieux qui en ont besoin »...

Une « proie facile »

Après avoir relativisé son propos en mettant en avant l'action d'une « minorité active de généralistes combattifs », de ces « praticiens lucides et dévoués », Martin Winckler revient à la charge en soulignant qu'on n'apprend pas aux étudiants la lecture critique des articles scientifiques : « Cette lacune majeure de la formation initiale fait le jeu d'une industrie pharmaceutique dont l'influence sur le corps médical français est phénoménale. Livrés à eux-mêmes, les jeunes praticiens deviennent une proie facile : les revues professionnelles sont presque toutes, peu ou prou, financées et contrôlées par l'industrie ».

« Dénués d'esprit critique », les médecins vont se retrouver bien désarmés « face à des visiteurs médicaux rompus à la séduction, à la flatterie, à la culpabilisation, à la corruption déguisée ». Les mêmes médecins vont croire assurer leur formation continue « en participant aux symposiums et aux congrès financés par les laboratoires pharmaceutiques ». Ne serait-ce pas ainsi que la France est devenue le

premier consommateur au monde de tranquillisants et d'antidépresseurs ?

« Un médecin correctement formé, conclut l'auteur, explique beaucoup, rassure sans cesse (...), éduque à tour de bras, passe son temps à faire de la prévention, mais, surtout, prescrit très peu de médicaments, d'exams complémentaires et d'hospitalisation ! » On

se doute que l'industrie pharmaceutique ne tient pas à ce que ces médecins-là soient majoritaires...

Quoi qu'il en soit, pour une fois, voilà les assurés sociaux qui ne sont pas les seuls responsables du déficit de la Sécurité sociale : eh oui, les médecins libéraux et l'industrie pharmaceutique ont aussi leurs responsabilités.



Des rendez-vous à ne pas manquer

Décroissance économique, la fin du mythe de la croissance ?

La FD.CIVAM de la Mayenne, en partenariat avec l'association « Les 3 Mondes », propose une conférence-débat avec Denis Bayon, membre du collectif « La décroissance » et économiste au CNRS ; et Olivier Marc, membre de « Casseurs de pub », le **jeudi 27 mai, à 20h30, au Foyer des œuvres laïques (FAL), allée du Vieux-Saint-Louis, à Laval.**

« Les sociétés capitalistes ne pourront pas respecter le principe d'égalité humaine et réduire leur impact sur

l'environnement tout en poursuivant des politiques de croissance économique infinie... Devant cette impasse, la décroissance économique est-elle une alternative crédible ? »

Entrée gratuite.

Renseignements à la FD.CIVAM : 02.43.49.10.02.



Nous avons reçu

Institut national de la statistique et des études économiques Pays de la Loire (INSEE), Informations statistiques.

- « Le nombre de familles bénéficiaires des allocations familiales évolue peu », n° 115, mai 2004 (2 p.).

Institut national de la statistique et des études économiques Pays de la Loire (INSEE), Dossier.

- L'année économique et sociale 2003 dans les Pays de la Loire », n° 10, mai 2004 (40 p.).

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), Etudes et Résultats.

- « Difficultés à se déplacer et problèmes d'accessibilité : une approche à partir de l'enquête HID », n° 306, avril 2004 (12 p.).
- « L'action sociale des communes de 5 000 à moins de 200 000 habitants », n° 307, avril 2004 (11 p.).

- « Les établissements pour adultes handicapés au 31 décembre 2001 », n° 308, mai 2004 (12 p.).

Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS), Territoires – la revue de la démocratie locale.

- « Trop grosses, trop polluées, mal gouvernées : les villes mégalos ? », n° 448, mai 2004 (40 p.).
Analyse : vers une planète-ville ?
Débat : Pierre Calame – le territoire et la société-monde.
Expérience : la métamorphose de Bogota.
A savoir : petite histoire du logement en France.

Conseil économique et social, Avis et rapports, éd. des Journaux officiels.

- « Les débouchés non alimentaires des produits agricoles : un enjeu pour la France et l'Union européenne », rapport présenté par Jean-Claude Pasty, n° 12, 2004 (62 + 201 p.).